L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DU CONSEIL GENERAL ET DE LA PREMIERE MUNICIPALITE—NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 14 NOVEMBRE 1848.

Imprimé et publié par
MAGNE & WEISSE.
Nos. 83, rue de Chartres.

Nouvelle-Orleans:
MARDI MATIN, 14 NOVEMBRE 1848.

DEPECHE TELEGRAPHIQUE
TRANSMISE A L'ABEILLE.
Montgomery, 13 *novembre*.

La majorité de Taylor dans l'Etat de New York est de 12 ENTE-MILLE, celle de toute la Caroline du Nord est de 12 mille. L'Etat de l'Alabama a donné à Taylor 6 mille voix de majorité. Le comté de Chacton dans le Mississipi donne 60 voix de majorité à Taylor, et celui de Washington 12 à Cass.

Dans l'Etat du Maine, il n'y a pas eu de majorité absolue : la législature décidera.

JURIEU.

THEATRE D'ORLEANS.

A ce soir les débuts de MM. DULUC, CORADI et VALET dans la *Favorite*. Ces artistes justifieront, nous en sommes sûrs, les éloges que leur décernent unanimement les personnes qui ont eu déjà l'occasion de les entendre. Nous nous, ferons un devoir de nous occuper particulièrement des choses du théâtre. Nous nous sommes dans ce but, assuré de nouveau la collaboration de l'habile feuilletoniste qui avait bien voulu se charger l'année dernière de notre critique musicale.

LOUISIANE.

Voici un tableau des majorités dont le chiffre nous est connu jusqu'à ce moment. Ces retours ne sont pas officiels, mais on peut se fier à leur exactitude.

	TAYLOR.	CASS.
Plaquemine,		170
Orleans,	972	
St-Bernard,	32	
Jefferson,	57	
St-Charles,	100	
St-Jean Baptiste,	53	
St-James,	350	
Ascension,	52	
Assomption,	183	
Lafourche,	540	
Terrebonne,	224	
St-Mary,	82	
St-Martin,		13
Washington,		42
Lafayette,		99
Le Bâton-Rouge,		6
West-Baton Rouge,	148	
East-Feliciana,		27
West-Feliciana,		29
Rapides,	134	
Point-Coupée,		82
Concordia,	92	
Carroll,	34	
Madison,	93	
Tensas,	66	
Avoyelles,		59
Catahoula,		66
Franklin,		40
St-Landry,	388	
St-Mary,	304	
La Fayette,		112
Vermilion,	70	
St-Martin,	216	
Claiborne,		73
Rapides,		111
		160
	3230	1089
	1089	
	3141.	

Les paroisses jusqu'ici votée n'est pas connu sont Natchitoches, Claiborne, Bienville, Ouachita, Morehouse, Union, Jackson, Caldwell, Ouachita et Sabine. En 1844 elles ont donné à M. Polk une majorité totale de 547 voix. Il y a donc lieu de donner aujourd'hui à M. Cass une majorité de 1200 voix, mais nous ne serions pas surpris que ce chiffre fût en cire moins considérable. Nous croyons certainement que la majorité de Nouvelle-Orleans est Ready à la Louisiane le sauvera avec ses 2200 voix.

ST JEAN BAPTISTE.—Dans notre tableau la majorité électorale par Taylor dans la paroisse St Jean Baptiste est fixée à 53 voix. Les retours officiels, que nous venons de recevoir, la portent à cent voix exactement. D'un autre côté St Jacques donne à Taylor 314 voix de majorité au lieu de 324. Nous exagérons donc légèrement 17 voix, d'une part et nous en perdons d'une autre.

ELECTION MUNICIPALE.—A une élection tenue hier dans le premier district municipal pour deux administrateurs en remplacement de deux démissionnaires, MM. MICHEL MERY et DUCAN ont obtenu la majorité des suffrages. Le premier a reçu 217 voix et le second 201.

Troisième District.

C. H. Janin,	127 voix.
Octave Fortier,	48 do.

PAROISSE ST BERNARD.
ELECTION D'UN REPRESENTANT.

Nous sommes à recevoir les retours complets et officiels de l'élection qui a eu lieu hier dans la paroisse St-Bernard pour la désignation d'un représentant à la Législature en remplacement de M. CHARLES BIENVENU, démissionnaire. Les candidats étaient M. CHARLES BIENVENU lui-même et M. LECARPE, premier locataire et le second vaincu. M. Lombard, whig, a été élu à une majorité de 8 voix.

RETOURS OFFICIELS.

	Lombard.	Majorité.	Bienvenu
1er district,	19		
2me do.		1	
3me do.	11		
4me do.			39
5me do.	9		
6me do.	9		
	40		
	18		40
	40		

Majorité de Lombard, voix 8.

ARRIVÉE DU *WASHINGTON*.

Le *New-York Herald* du 6 annonce l'arrivée du *Washington*. Ce steamer a fait la traversée de Southampton à New-York en quatorze jours. L'apporte la nouvelle qu'une troisième révolution a éclaté à Berlin. Le correspondant du *Herald* écrit à ce journal que l'Europe est menacée d'une guerre générale.

NEW-YORK

Les Républicains de New-York ont fait nommer leur gouverneur. Ils ont annihilé le locofocisme dans l'Etat. Ils ne se sont pas contentés de réunir 10000 voix de majorité à Taylor, mais ils ont élu leurs officiers d'Etat, presque tous républicains pour les deux branches de la législature et TRENTE-TROIS membres du Congrès sur trente quatre que nomme l'Etat. Le locofocisme est un partisan des libres territoires, M. PRESTON KING. Ce n'est pas une extinction c'est une RÉVOLUTION.

CAROLINE DU NORD.—Nous avons enfin des nouvelles de la Caroline du Nord. Le *Charleston Courier* a reçu une dépêche annonçant que deux comtés de la Caroline du Nord le gain whig est de 300 voix. Une autre dépêche apprend que dans le comté de Cumberland, Cass a obtenu 1131 voix et Taylor 512. Le comté de Robeson a donné 514 voix à Cass et 633 à Taylor. Ces retours comparés avec ceux de la dernière élection donnaient un excédant de 218 voix en faveur des whigs.

MISSISSIPPI.

Une lettre particulière de Natchez annonce que dans les comtés d'Adams, de Wilkinson, d'Amite, de Pike, de Washington, d'Issaquena, de Jefferson, de Claiborne, de Warren, de Hinds, de Rankin, de Copiah, de Lawrence et de Franklin, notre ami gagne depuis l'élection de 1844 environ 1056 voix. Le correspondant dont nous tenons ce fait est très bien informé, croit que si ces mêmes comtés se conduisent aussi bien relativement à la population, l'Etat du Mississipi appartient aux Taylorites. Il fait bon de recevoir par ces premiers retours que nous avons reçu vraiment des comtés du Sud où nous n'espérions guère de changement. Les Taylorites comptent sur des gains considérables dans le Nord et dans l'Est du Mississippi. Il y a 58 comtés dans l'Etat, et Taylor pour y triompher doit avoir en moyenne dans chaque paroisse un peu plus de 100 voix.

Voici d'autres retours que nous trouvons dans le *Vicksburg Whig* du 10 courant :

Majorité de Taylor dans le comté de Madison, 117 voix, celle de Clay en 1844 avait été de 126. Notre perte est donc de 9 voix. Le bruit court que le comté de Copiah, qui a donné 900 voix de majorité à Polk, s'est prononcé pour Taylor. Si ce bruit est fondé, Cass a probablement perdu l'Etat. Dans le comté de Yazoo, la majorité de Taylor est estimée à environ 130 voix.

Le gain total des whigs dans 16 comtés du Mississippi est de 1138 voix.

TENNESSEE.

Nous recevons par le bateau à vapeur *Marshall New*, arrivé de Memphis, quelques retours du Tennessee.

A Memphis la majorité de TAYLOR est de 255 voix ; dans le comté de Shelby, de 234 ; à Nashville, de 569 ; à Bolivar, 140. Mount-Pleasant a donné 38 voix de majorité à CASS. Treize arrondissements du comte de Davidson indiquent un gain de 180 voix sur la majorité du gouverneur Brown.

Nous ne croyons pas que ces retours soient exacts. Memphis est dans le comté de Shelby, et les arrondissements en dehors de la ville sont ordinairement whigs. Il n'y a pas dans le Tennessee de comté qui porte le nom de Bolivar. Les retours du comté de Davidson sont sans doute exacts.

CAROLINE DU SUD.—La législature de cet Etat s'est organisée lundi, le 6 courant. HUGUES PATTERSON a été élu président du Sénat et WM. E. MARTIN secrétaire. A la Chambre, JOHN IZARD MIDDLETON a été nommé *speaker* au 6me scrutin. Le lendemain, 7, les deux chambres réunies ont procédé à la nomination des électeurs présidentiels. Le ticket favorable à M. Cass a obtenu 129 voix, et le ticket taylorites 27. Il y a eu 8 voix perdues.

Nous sommes redevables à l'obligeance d'un voyageur qui vient d'arriver des Attakapas, des retours électoraux des paroisses Ste-Marie, St-Martin, St-Landry, Calcasieu, Lafayette et Vermillion.

ILS SE SONT TROMPÉS.—Le comité central des partisans des libres territoires, dans un manifeste adressé aux citoyens de l'Ohio, tient entre autres choses le langage suivant : "Ce n'est pas le peuple qui désignera un président le 7 novembre prochain. Le choix de ce magistrat sera dévolu à la Chambre des Représentans." Ce n'est pas la faute des *free soilers* si leur prédiction ne s'est pas accomplie. Mais ils comptaient sans la popularité du vieux ZACH et sans la bonté de notre cause.

YUCATAN.—Nous avons reçu hier par le brick *Harriet*, arrivé de Sisal, des journaux du Yucatan d'une date recente. Les volontaires américains, au service des Yucatèques, sont sortis de Merida le 2 courant et se sont dirigés sur Tacoh. Sur la liste des passagers arrivés à bord du *Harriet*, nous remarquons les noms du colonel George W. White, du major D. S. McDowell et du capitaine Robert J. Kelly.

NOUVELLES MARITIMES.—La frégate à vapeur américaine *Allegheny* est arrivée à Montévideo le 17 août dernier. Elle s'est échoué dans l'Orénoc, et elle se serait probablement perdu si le vent eut soufflé de l'Est.

Chronique Locale.

SÉRÉNADE.

Les Fillmore Rangers de la Première Municipalité ont donné hier soir une sérénade à l'hôtel St-Charles, à Mlle ELIZABETH TAYLOR, fille du général TAYLOR. Les Fillmore Rangers n'avaient rien négligé pour que cette galanterie fut digne de la personne à laquelle elle était adressée.

CONSEIL DE LA TROISIÈME MUNICIPALITÉ.—Ce Conseil s'est assemblé hier soir sous la présidence de M. Bernard.

Lecture est faite de deux tableaux du trésorier, présentant les recettes et dépenses du 1er avril au 30 septembre et du 16 septembre au 14 octobre.

Tableau du 1er avril au 30 septembre :

Recettes et reglements,	$219,455 56
En mains au 1er avril,	25,726 16
	$245,181 72

Dépenses et réglemens y compris $16,889 40 cents, payés pour dépenses dues avant le 1er avril. $222,118 89

Balance,	13 062 92
	$14,068 33

Du 16 septembre au 14 octobre :

Balance en mains le 16 septembre,	$15 080 56
Recettes depuis cette epoque,	8,178 49
	23,259 05
Débours,	9,290 72
	$14,068 33

Lecture est donnée d'une lettre du voyer, appelant l'attention du Conseil sur l'état de la levée vis à vis les Magasins rouges, et sur la nécessité d'appropriser $100 pour la réparation des revertières. Renvoyé au comité d'améliorations. Une demande de réparations à faire sur le Chemin du Bayou a été mise à l'ordre du jour pour la prochaine séance. Lorsque nous avons quitté le Conseil il prenait en considération une proposition faite par M. Solomon, relative à l'ouverture des rues Esplanade et Claiborne.

RECORDER GENOIS—ABUS DE CONFIANCE.—Chas Chatron a fait hier un affidavit devant cette Cour, dans lequel il déclare que le 7 courant il a confié à Hippolyte Boyer deux épingliettes en diamants, évaluées à $60, et comme sécurité sur un prêt de $20 qu'on lui a fait. Il paraît que Chatron se présenta hier chez Boyer et que, sur paiement de la somme qu'il avait empruntée, il réclama son gage. Refusé lui ayant été faite que le déposataire en avait disposé pour son propre usage, il a demandé un mandat d'arrêt d'arrestation contre l'accusé, ce qui lui a été accordé.

ASSAUTS ET BATTERIES.—Les personnes suivantes, coupables de ce délit, ont été envoyées devant la 1ère Cour de District : Patrick Healy, McCabe, David White, John Williamson et Wm Ward.

VOL.—Benjam Weill a fait hier un affidavit devant cette Cour, dans lequel il déclare que quelqu'un s'est introduit dans sa chambre, à l'hôtel Nicholas, rue Madison, par force ou ruse, et en a enlevé $340 en or qui s'y trouvaient. Il suppose fortement un nommé John Wentz d'avoir commis ce vol. Un warrant a été lancé contre l'accusé.

—Charles Ogilvie, accusé par E. W. Herrick d'avoir recelé cinq cuillers de blanc de baleine qui lui avait été volées, a comparu hier devant cette Cour et a été acquitté.

RECORDER SEUZENEAU.—MEURTRE DE M. DUGARRY.—Peter Coyle, accusé d'être l'un des assassins de Dugarry, a comparu hier devant cette cour. Les débats ont duré jusqu'à ce moment semblent absoudre Coyle de toute participation à ce crime. La cour l'a admis à fournir un cautionnement de $3000.

MEURTRE DE MME FORD.—John Hanks, accusé du meurtre de Mme Ford, qui a été assassinée dans son lit, il y a quelques semaines, a comparu hier devant le recorder, qui l'a renvoyé devant la 1ère cour de district.

RECORDER BALDWIN.—Wm Willow accusé par Robert Moore d'avoir volé, de son écurie, un cheval selle et bride, a comparu hier devant le recorder Baldwin qui l'a renvoyé à la cour de district.

UN COMMENÇANT.—Un jeune homme nommé John Hammel, accusé d'avoir enfoncé la malle de M. Rapalje, a été arrêté hier par la police de la 2de municipalité.

NOUVELLES D'EUROPE.

La malle nous a transmis hier matin nos journaux français, apportés par le steamer *Hibernia*. Nos dernières dates de Paris sont du 19 au matin, mais les avis reçus par la voie de Londres vont jusqu'au soir du même jour.

Les graves événemens dont l'Autriche est en ce moment le théâtre préoccupent tous les esprits en Europe. L'empire de Ferdinand est menacé de dissolution, et la lutte entre la royauté et le peuple, qui a fait naître la guerre civile dans ce vaste royaume, pourrait bien compromettre la paix du monde, si, comme on l'assure, l'empereur de Russie se propose d'intervenir en faveur de Ferdinand. Celui-ci, on le sait, a dû fuir de sa capitale, et il lui reste si peu de troupes qu'il est difficile de comprendre comment il pourra raffermir son trône ébranlé. Vienne et la Hongrie se soutiennent mutuellement, et l'Italie, un instant opprimée, a dû déjà reprendre l'offensive et agir vigoureusement contre Radetzki. L'intervention de la Russie peut seule sauver l'Autriche, mais cette intervention serait le signal d'un embrasement général.

Les nouvelles de France ne sont pas dépourvues d'intérêt. Nous publions dans nos *Faits Divers* la composition du nouveau ministère. MM. Dufaure, Vivien et Freslon ont succédé à MM. Sénart, Recurt et Vaulabelle. Ce remaniement ministériel qui était devenu indispensable et qui raffermit le gouvernement a été approuvé par tous les journaux conservateurs ; il n'y a que les *rouges* qui y voient un symptôme de réaction et qui crient bien haut que le général Cavaignac a trahi la République. Toujours est-il que le chef du pouvoir exécutif, qui se trouvait dans une situation assez embarrassante vis-à-vis de l'Assemblée Nationale, a donné dans cette circonstance un témoignage éclatant de son respect pour la volonté du peuple représentée par la majorité de la Chambre. Il est allé plus loin. L'état de siège est en état normal. Le général Cavaignac a compris qu'il fallait enfin y mettre un terme, et il a engagé les ministres à prendre l'initiative à cet égard. En conséquence, dans la séance du 19 octobre, dans la soirée une et solennelle,

" Bientôt, cependant, les partis vaincus se réunirent et s'organisèrent. Parvenus eux-mêmes à entendre leur action, ils s'appliquèrent à exciter, par l'intrigue et la calomnie, des ennemis à la République et des obstacles à son gouvernement. S'inspirant peu à peu dans l'administration, ils y introduisirent leurs principes, leurs passions, et se firent du pouvoir révolutionnaire qu'ils avaient conquis une arme contre la Révolution même. On recula jusqu'aux portes de la monarchie :

" *Les citoyens*
"Marie, à la justice ;
"Bastide, affaires étrangères ;
"Le Lamoricière, à la guerre ;
"Verninac, marine et colonies ;
"Dufaure, intérieur ;
"Turret, agriculture et commerce ;
"Freslon, instruction publique et cultes ;
"Goudchaux, finances ;
"Vivien, travaux publics."

—M. Ducoux a dédait les motifs de sa démission dans la lettre suivante, remise par lui ce matin au chef du pouvoir exécutif.

Au président du conseil des ministres.

"Citoyen président,

"Vous venez de constituer un ministère qui est à mes yeux la personnification de la contre-révolution. La République va être dirigée, après huit mois d'existence, par des hommes qui ont tout remis employé leur intelligence et leurs efforts à l'empêcher de naître. Cette politique est habile, peut-être, mais je ne la comprends pas, et je l'approuve encore moins.

"En présence des dangers qui menacent la liberté en France, lorsqu'elle triomphe en Allemagne, je vais reprendre ma place parmi les adversaires de la royauté, que je combattrai sous tous ses déguisemens. Tous les soldats de la démocratie doivent être à leur poste, et le mien n'est plus où seront mes sympathies politiques.

"Veuillez me donner un successeur.

"Salut et fraternité.

"Le représentant du peuple, préfet de police.

"DUCOUX."

On lit dans le *Moniteur du soir* :

"Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que M. Gervais (de Caen) est nommé préfet de police, en remplacement de M. Ducoux."

M. Trouvé-Chauvel reste à la préfecture de la Seine.

—Voici le texte du projet de décret relatif aux biens composant le domaine privé de l'ex-roi Louis-Philippe :

"Art. 1er. Le ministre des finances est autorisé à prendre les mesures conservatoires qu'il jugera convenables pour opérer l'entière liquidation des dettes de l'ancienne civile et du domaine privé, soit envers l'Etat, soit envers les particuliers, soit le recours des ayant-droit devant les juridictions compétentes, conformément aux règles du droit.

"Le liquidateur général sera nommé par arrêté du chef du pouvoir exécutif.

" Art. 2. Les créanciers devront, dans les trois mois de la promulgation du présent décret, produire leurs demandes et produire leurs titres au liquidateur général.

"Jusques au 31 décembre 1849, il ne pourra être intenté d'action ni exercé de poursuites sur les biens séquestrés.

" Art. 3. Le liquidateur général pourra, dans l'intérêt de la liquidation, stipuler toutes hypothèques et prendre toutes inscriptions sur les biens compris dans le séquestre.

"Dans le cas où, pour activer la liquidation, un emprunt sera jugé nécessaire, il sera négocié par les mandataires des propriétaires, avec le concours du liquidateur général, et sous l'autorisation du ministre des finances.

"Le ministre des finances est autorisé à consentir que les hypothèques et inscriptions qui seront prises, en vertu du présent article, au profit de l'Etat, soient primées par celles au profit des porteurs et des créanciers.

"Art 4. Le ministre des finances est autorisé à remettre aux divers membres de la famille d'Orléans les biens dotaux, douaires et valeurs mobilières, ainsi que les objets à leur usage personnel.

"Art. 5. Le conseil des ministres fixera une provision sur les revenus annels pour chacun des propriétaires.

"Même après l'emprunt contracté et les inscriptions prises, le ministre des finances conservera la haute surveillance et la ratification des mandataires des propriétaires, et ceux-ci ne pourront ni vendre, ni renouveler les baux, ni faire aucune coupe de bois extraordinaire qu'avec le concours du liquidateur général et l'autorisation du ministre.

"Art. 7. Dans tous les cas, les sommes provenant d'emprunt, de vente et de recouvrement quelconque, même des revenus, seront déposées à la caisse des consignations.

"Aucune des sommes ainsi déposées ne pourra être délivrée aux ayant-droit que sur mandat du liquidateur-général.

"Art. 8. Les dispositions des art. 4, 5, 6 et 7 du présent décret sont applicables aux biens particuliers de M. le duc d'Aumale et de M. le prince de Joinville.

"La surveillance de l'administration des biens de M. le duc d'Aumale sera confiée à un commissaire spécial nommé par le chef du pouvoir exécutif.

"Art. 9. L'article 3 du décret du 26 février, les décrets du 5 et 12 mars, et le décret du 15 avril 1848, relatifs à la liquidation de la liste civile et du domaine privé, sont abrogés.

—On dit que le ministre de la justice a annoncé à plusieurs de ses collègues, que le rapport sur l'affaire du 15 mai concernant MM. Barbès, Louis Blanc, Considérant, Blanqui, Sobrier, Raspail et autres meneurs est prêt, et sera soumis aux tribunaux dans les premiers jours de la semaine prochaine.

—Une lettre, y est-il dit, de la baie d'Hudson par l'Amirauté, a fait tenailler l'espérance de voir revenir le capitaine Franklin, à la recherche duquel une expédition a été envoyée dans les mers polaires. Des Esquimaux auraient vu, près de la côte à l'Est de la rivière Mahenzie, deux grands navires montés par des blancs, et si leur rapport est exact, on aurait lieu de croire, d'après la position indiquée, et l'eau étant profondément prise entre la rivière Mackenzie et le détroit de Behring, que l'aventureux navigateur aurait enfin frayé cet espagnol *nord-ouest* si longtemps entrevu par les géographes.

—On lit dans le *Constitutionnel* :

"Certains journaux ont parlé de bruits qui auraient couru dans la salle des Pas-Perdus, concernant une démonstration projetée contre le gouvernement. Ces bruits, si tant est qu'ils aient couru en effet, sont absolument faux et mensongers. Aucune tentative de cette nature n'a été signalée, prémeditée ni opérée. Au surplus, le gouvernement, armé des lois rendues par les attroupemens, est fermement décidé à sévir avec la rigueur qu'elles autorisent envers toute manifestation séditieuse, de quelque part qu'elle pût provenir.

—On lit dans la *République* :

"Aujourd'hui a eu lieu chez Fontaine, barrière et boulevard Montmartre, 5, le banquet de la *République démocratique et sociale*.

"Tout s'est passé d'une manière assez convenable, quoique l'organisation intérieure laissat beaucoup à désirer. On avait dit que M. Lamennais présiderait le banquet, et que M. Ledru-Rollin serait un des vice-présidens ; mais M. Lamennais, ni M. Ledru-Rollin n'ont paru à la réunion. Le banquet était présidé par M. Pierre Leroux.

"Un grand nombre de discours ont été lus et prononcés au milieu des plus vifs applaudissemens. Voici dans quel ordre les toasts ont été portés :

"MM. d'Alton-Shée : *A la République démocratique et sociale* ! — Charpentier : *Au suffrage universel* ! — Cabet ! *A l'union des démocrates en France et dans tous les pays* ! Ce dernier toast a été chaleureusement applaudi à plusieurs reprises. Pierre Leroux : *A l'ancienne Montagne* !—Madier de Montjau : *A la révolution de Vienne* ! Ce toast a été un véritable triomphe pour l'orateur.

"Proudhon, quoique légèrement indisposé, a lu une magnifique dissertation sur les différentes révolutions humanitaires et sociales. Depont a chanté avec l'ame et l'expression qu'on lui connaît, un *Chant du travailleur*, qui a fait couler les larmes de l'assemblée. Langlois a porté un toast : *A la fin sur idées* ! Morel : *A la famille* ! Crevat : *Aux martyrs des révolutions* !"

—On lit dans la *Gazette des Tribunaux* :

"Quelques rassemblemens ont eu lieu, ce soir, sur les boulevards extérieurs, particulièrement aux abords de la barrière Poissonnière, où l'annonce du banquet démocratique avait attiré une affluence considérable. Des précautions de sûreté avaient été prises, et, malgré les manifestations d'une certaine effervescence, nous n'apprenons pas que l'ordre ait été troublé sur aucun point.

"Le bruit avait couru qu'une démonstration à laquelle prendraient part un grand nombre d'ouvriers, poussés par de coupables suggestions, devait avoir lieu aujourd'hui ; mais le bon sens des classes laborieuses leur a fait comprendre et déterminer le but secret d'une manifestation qui ne pouvait avoir d'autre résultat que d'aggraver les difficultés de leur position, dont l'autorité se préoccupe avec plus de sollicitude que jamais, au moment où l'approche de l'hiver multiplie et rend plus impérieux les besoins.

"De toutes parts, des appels à la calme, au respect de l'ordre sont adressés aux classes ouvrières, et nous apprenons de source certaine que les membres eux-mêmes de l'*extrême gauche* ont décidé ce soir qu'une sorte de proclamation *au peuple* serait répandue à profusion demain dans les faubourgs, pour lui recommander le calme.

"Cette proclamation est revêtue de la signature de tous les membres de l'extrême gauche. En voici le texte. Nous laissons à nos lecteurs le soin de l'apprécier et de dire s'il est bien fait pour calmer les passions et ramener la confiance.

" Nous sommes bien loin du jour où, après d'héroïques combats, la République, sortant éclatante et glorieuse du sein de la victoire, se leva sur le monde, comme l'image vivante de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, comme le sacré symbole de toutes les espérances de l'avenir.

" D'une extrémité de l'Europe à l'autre, les nations la saluèrent de leurs acclamations, et, pénétrées de l'esprit nouveau, et sentir régénérateur, elles brisèrent leurs vieilles chaînes au nom du droit que la France venait d'inaugurer.

" Elle en reconnaît elle-même immédiatement les fruits : dans l'ordre politique l'abolition des privilèges et le suffrage universel ; dans l'ordre social, l'affranchissement du travail, condition première de la transformation du travail même pour arriver à une plus juste répartition de ses produits, à la garantie de la vie de tous, dans la société une et solidaire.

" Bientôt, cependant, les partis vaincus se réunirent et s'organisèrent. Parvenus eux-mêmes à entendre leur action, ils s'appliquèrent à exciter, par l'intrigue et la calomnie, des ennemis à la République et des obstacles à son gouvernement. S'inspirant peu à peu dans l'administration, ils y introduisirent leurs principes, leurs passions, et se firent du pouvoir révolutionnaire qu'ils avaient conquis une arme contre la Révolution même. On recula jusqu'aux portes de la monarchie :

" *Les citoyens*
"Marie, à la justice ;
"Bastide, affaires étrangères ;
"Le Lamoricière, à la guerre ;
"Verninac, marine et colonies ;
"Dufaure, intérieur ;
"Turret, agriculture et commerce ;
"Freslon, instruction publique et cultes ;
"Goudchaux, finances ;
"Vivien, travaux publics."

—M. Ducoux a dédait les motifs de sa démission dans la lettre suivante, remise par lui ce matin au chef du pouvoir exécutif.

Au président du conseil des ministres.

"Citoyen président,

"Vous venez de constituer un ministère qui est à mes yeux la personnification de la contre-révolution. La République va être dirigée, après huit mois d'existence, par des hommes qui ont tout remis employé leur intelligence et leurs efforts à l'empêcher de naître. Cette politique est habile, peut-être, mais je ne la comprends pas, et je l'approuve encore moins.

"En présence des dangers qui menacent la liberté en France, lorsqu'elle triomphe en Allemagne, je vais reprendre ma place parmi les adversaires de la royauté, que je combattrai sous tous ses déguisemens. Tous les soldats de la démocratie doivent être à leur poste, et le mien n'est plus où seront mes sympathies politiques.

"Veuillez me donner un successeur.

"Salut et fraternité.

"Le représentant du peuple, préfet de police.

"DUCOUX."

On lit dans le *Moniteur du soir* :

"Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que M. Gervais (de Caen) est nommé préfet de police, en remplacement de M. Ducoux."

M. Trouvé-Chauvel reste à la préfecture de la Seine.

—Voici le texte du projet de décret relatif aux biens composant le domaine privé de l'ex-roi Louis-Philippe :

"Art. 1er. Le ministre des finances est autorisé à prendre les mesures conservatoires qu'il jugera convenables pour opérer l'entière liquidation des dettes de l'ancienne civile et du domaine privé, soit envers l'Etat, soit envers les particuliers, soit le recours des ayant-droit devant les juridictions compétentes, conformément aux règles du droit.

"Le liquidateur général sera nommé par arrêté du chef du pouvoir exécutif.

" Art. 2. Les créanciers devront, dans les trois mois de la promulgation du présent décret, produire leurs demandes et produire leurs titres au liquidateur général.

"Jusques au 31 décembre 1849, il ne pourra être intenté d'action ni exercé de poursuites sur les biens séquestrés.

" Art. 3. Le liquidateur général pourra, dans l'intérêt de la liquidation, stipuler toutes hypothèques et prendre toutes inscriptions sur les biens compris dans le séquestre.

"Dans le cas où, pour activer la liquidation, un emprunt sera jugé nécessaire, il sera négocié par les mandataires des propriétaires, avec le concours du liquidateur général, et sous l'autorisation du ministre des finances.

"Le ministre des finances est autorisé à consentir que les hypothèques et inscriptions qui seront prises, en vertu du présent article, au profit de l'Etat, soient primées par celles au profit des porteurs et des créanciers.

"Art 4. Le ministre des finances est autorisé à remettre aux divers membres de la famille d'Orléans les biens dotaux, douaires et valeurs mobilières, ainsi que les objets à leur usage personnel.

"Art. 5. Le conseil des ministres fixera une provision sur les revenus annels pour chacun des propriétaires.

"Même après l'emprunt contracté et les inscriptions prises, le ministre des finances conservera la haute surveillance et la ratification des mandataires des propriétaires, et ceux-ci ne pourront ni vendre, ni renouveler les baux, ni faire aucune coupe de bois extraordinaire qu'avec le concours du liquidateur général et l'autorisation du ministre.

"Art. 7. Dans tous les cas, les sommes provenant d'emprunt, de vente et de recouvrement quelconque, même des revenus, seront déposées à la caisse des consignations.

"Aucune des sommes ainsi déposées ne pourra être délivrée aux ayant-droit que sur mandat du liquidateur-général.

"Art. 8. Les dispositions des art. 4, 5, 6 et 7 du présent décret sont applicables aux biens particuliers de M. le duc d'Aumale et de M. le prince de Joinville.

"La surveillance de l'administration des biens de M. le duc d'Aumale sera confiée à un commissaire spécial nommé par le chef du pouvoir exécutif.

"Art. 9. L'article 3 du décret du 26 février, les décrets du 5 et 12 mars, et le décret du 15 avril 1848, relatifs à la liquidation de la liste civile et du domaine privé, sont abrogés.

—On dit que le ministre de la justice a annoncé à plusieurs de ses collègues, que le rapport sur l'affaire du 15 mai concernant MM. Barbès, Louis Blanc, Considérant, Blanqui, Sobrier, Raspail et autres meneurs est prêt, et sera soumis aux tribunaux dans les premiers jours de la semaine prochaine.

—Une lettre, y est-il dit, de la baie d'Hudson par l'Amirauté, a fait tenailler l'espérance de voir revenir le capitaine Franklin, à la recherche duquel une expédition a été envoyée dans les mers polaires. Des Esquimaux auraient vu, près de la côte à l'Est de la rivière Mahenzie, deux grands navires montés par des blancs, et si leur rapport est exact, on aurait lieu de croire, d'après la position indiquée, et l'eau étant profondément prise entre la rivière Mackenzie et le détroit de Behring, que l'aventureux navigateur aurait enfin frayé cet espagnol *nord-ouest* si longtemps entrevu par les géographes.

—On lit dans le *Constitutionnel* :

"Certains journaux ont parlé de bruits qui auraient couru dans la salle des Pas-Perdus, concernant une démonstration projetée contre le gouvernement. Ces bruits, si tant est qu'ils aient couru en effet, sont absolument faux et mensongers. Aucune tentative de cette nature n'a été signalée, prémeditée ni opérée. Au surplus, le gouvernement, armé des lois rendues par les attroupemens, est fermement décidé à sévir avec la rigueur qu'elles autorisent envers toute manifestation séditieuse, de quelque part qu'elle pût provenir.

—On lit dans la *République* :

"Aujourd'hui a eu lieu chez Fontaine, barrière et boulevard Montmartre, 5, le banquet de la *République démocratique et sociale*.

"Tout s'est passé d'une manière assez convenable, quoique l'organisation intérieure laissat beaucoup à désirer. On avait dit que M. Lamennais présiderait le banquet, et que MM. Ledru-Rollin seraient un des vice-présidens ; mais ni M. Lamennais, ni M. Ledru-Rollin n'ont paru à la réunion. Le banquet était présidé par M. Pierre Leroux.

"Un grand nombre de discours ont été lus et prononcés au milieu des plus vifs applaudissemens. Voici dans quel ordre les toasts ont été portés :

"MM. d'Alton-Shée : *A la République démocratique et sociale* ! — Charpentier : *Au suffrage universel* ! — Cabet ! *A l'union des démocrates en France et dans tous les pays* ! Ce dernier toast a été chaleureusement applaudi à plusieurs reprises. Pierre Leroux : *A l'ancienne Montagne* !—Madier de Montjau : *A la révolution de Vienne* ! Ce toast a été un véritable triomphe pour l'orateur.

"Proudhon, quoique légèrement indisposé, a lu une magnifique dissertation sur les différentes révolutions humanitaires et sociales. Depont a chanté avec l'ame et l'expression qu'on lui connaît, un *Chant du travailleur*, qui a fait couler les larmes de l'assemblée. Langlois a porté un toast : *A la fin sur idées* ! Morel : *A la famille* ! Crevat : *Aux martyrs des révolutions* !"

—On lit dans la *Gazette des Tribunaux* :

"Quelques rassemblemens ont eu lieu, ce soir, sur les boulevards extérieurs, particulièrement aux abords de la barrière Poissonnière, où l'annonce du banquet démocratique avait attiré une affluence considérable. Des précautions de sûreté avaient été prises, et, malgré les manifestations d'une certaine effervescence, nous n'apprenons pas que l'ordre ait été troublé sur aucun point.

"Le bruit avait couru qu'une démonstration à laquelle prendraient part un grand nombre d'ouvriers, poussés par de coupables suggestions, devait avoir lieu aujourd'hui ; mais le bon sens des classes laborieuses leur a fait comprendre et déterminer le but secret d'une manifestation qui ne pouvait avoir d'autre résultat que d'aggraver les difficultés de leur position, dont l'autorité se préoccupe avec plus de sollicitude que jamais, au moment où l'approche de l'hiver multiplie et rend plus impérieux les besoins.

"De toutes parts, des appels à la calme, au respect de l'ordre sont adressés aux classes ouvrières, et nous apprenons de source certaine que les membres eux-mêmes de l'*extrême gauche* ont décidé ce soir qu'une sorte de proclamation *au peuple* serait répandue à profusion demain dans les faubourgs, pour lui recommander le calme.

"Cette proclamation est revêtue de la signature de tous les membres de l'extrême gauche. En voici le texte. Nous laissons à nos lecteurs le soin de l'apprécier et de dire s'il est bien fait pour calmer les passions et ramener la confiance.

" Nous sommes bien loin du jour où, après d'héroïques combats, la République, sortant éclatante et glorieuse du sein de la victoire, se leva sur le monde, comme l'image vivante de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, comme le sacré symbole de toutes les espérances de l'avenir.

" D'une extrémité de l'Europe à l'autre, les nations la saluèrent de leurs acclamations, et, pénétrées de l'esprit nouveau, et sentir régénérateur, elles brisèrent leurs vieilles chaînes au nom du droit que la France venait d'inaugurer.

" Elle en reconnaît elle-même immédiatement les fruits : dans l'ordre politique l'abolition des privilèges et le suffrage universel ; dans l'ordre social, l'affranchissement du travail, condition première de la transformation du travail même pour arriver à une plus juste répartition de ses produits, à la garantie de la vie de tous, dans la société une et solidaire.

" Bientôt, cependant, les partis vaincus se réunirent et s'organisèrent. Parvenus eux-mêmes à entendre leur action, ils s'appliquèrent à exciter, par l'intrigue et la calomnie, des ennemis à la République et des obstacles à son gouvernement. S'inspirant peu à peu dans l'administration, ils y introduisirent leurs principes, leurs passions, et se firent du pouvoir révolutionnaire qu'ils avaient conquis une arme contre la Révolution même. On recula jusqu'aux portes de la monarchie :

" *Les citoyens*
"Marie, à la justice ;
"Bastide, affaires étrangères ;
"Le Lamoricière, à la guerre ;
"Verninac, marine et colonies ;
"Dufaure, intérieur ;
"Turret, agriculture et commerce ;
"Freslon, instruction publique et cultes ;
"Goudchaux, finances ;
"Vivien, travaux publics."

—M. Ducoux a dédait les motifs de sa démission dans la lettre suivante, remise par lui ce matin au chef du pouvoir exécutif.

Au président du conseil des ministres.

"Citoyen président,

"Vous venez de constituer un ministère qui est à mes yeux la personnification de la contre-révolution. La